

Pétition contre la suppression de 86 postes d'enseignants et dans les collèges et lycées de Guadeloupe

Le Ministre a décidé de supprimer 86 postes d'enseignants dans les collèges et lycées de Guadeloupe condamnant la jeunesse Guadeloupéenne. Le Recteur ferme ces 86 postes et va sans doute en supprimer encore plus.

Il a trouvé 3 moyens pour y arriver :

- la réforme du lycée et une carte des formations condamnant tous les lycées isolés (Marie-Galante, Sainte-Rose, Pointe-Noire, Nord-Grande-Terre, Baie-Mahault, Petit-Bourg) ;
- la réforme du Baccalauréat et *Parcoursup* qui empêche nos enfants d'accéder à la formation qu'ils veulent même s'ils ont le niveau.
- l'augmentation des heures supplémentaires. Il y en a 7200, ce qui correspond à **400 enseignants qui manquent**. Cela condamne aussi les stagiaires à quitter la Guadeloupe alors qu'il y a des besoins ici.

La jeunesse Guadeloupéenne mérite qu'on lui donne les moyens de réussir sa scolarité : aujourd'hui, 34% des élèves sortent du système éducatif sans diplôme, 60% des jeunes de moins de 25 ans sont au chômage.

En signant cette pétition, je demande au Recteur et au Ministre :

- Des créations de postes à la place des heures supplémentaires,
- L'abandon des réformes qui mettent à mal les statuts des personnels et qui suppriment des postes (réforme des lycées et du baccalauréat)
- Une carte des formations en lien avec la réalité du territoire,
- La mise en place de toutes les spécialités dans les lycées de l'académie pour donner du sens au choix des élèves,
- L'extension de la carte de l'éducation prioritaire pour les établissements qui nécessitent des moyens appropriés,
- La création de moyens supplémentaires dans l'Académie de la Guadeloupe compte tenu de la situation sociale, rurale et archipélagique de notre département, et des faibles moyens alloués à l'Éducation Prioritaire depuis 2014.

Nom	Prénom	Qualité	Signature
1			
2			
3			
4			
5			

Nom	Prénom	Qualité	Signature
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			
16			
17			
18			
19			
20			

Pétition soutenue par la FSU Guadeloupe, première fédération syndicale de l'Éducation.